



Assemblée générale

Distr. générale
15 octobre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 130 de l'ordre du jour

**Rapports financiers et états financiers vérifiés
et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

**Résumé concis des principales constatations
et conclusions figurant dans les rapports
du Comité des commissaires aux comptes
pour l'exercice biennal 2012-2013 et les années
financières 2012 et 2013**

Note du Secrétaire général

Rectificatif

Paragraphe 13

Substituer au texte actuel :

13. Les sept entités qui établissent des rapports financiers selon les normes IPSAS depuis 2012 ont toutes apporté la preuve de leur viabilité financière, dans la mesure où leurs actifs sont largement suffisants pour couvrir leurs engagements immédiats et à long terme (voir tableau 2). En outre, cinq des sept entités en question sont en mesure de prouver qu'elles ont suffisamment de liquidités pour faire face à leurs engagements, leur ratio de trésorerie étant supérieur à 1:1. Dans le cas de l'UNRWA et du FNUAP, le ratio de trésorerie est inférieur à 1:1 mais le Comité a confirmé que ce déficit ne concernait que les liquidités et que ces entités avaient de bons ratios de liquidité générale, dans lesquels entraient d'autres actifs courants (quasi-espèces) qui pouvaient être convertis pour leur permettre d'honorer leurs engagements le moment venu. Dans le cas du HCR, le ratio actuel est suffisamment élevé pour que se pose la question de savoir si ses besoins opérationnels justifient un niveau d'actifs à ce point supérieur à ses engagements. S'agissant d'ONU-Femmes, ses ratios de liquidité sont relativement élevés parce qu'elle a reçu des contributions importantes se montant à 37 millions de dollars vers la fin de l'année et que ces sommes étaient conservées en trésorerie et placements à court terme au 31 décembre 2013.

